
Consommation industrielle : une cause profonde de la crise, largement invisible, mais pourtant décisive

La consommation industrielle constitue un aspect intrinsèque de la logique d'accumulation toujours croissante. Elle est une cause profonde de la crise multiforme, qui est maintenant renforcée par des initiatives essayant de promouvoir un nouveau label « vert ». Cet article met en avant les points de vue de Justiça Ambiental! au Mozambique, et WoMin, une alliance écoféministe africaine.

Cet article met en avant les points de vue de deux organisations : Justiça Ambiental! (JA!) au Mozambique, qui accompagne les luttes dans la province de Cabo Delgado contre l'exploitation des gisements de gaz offshore et onshore, et WoMin, une alliance écoféministe africaine qui travaille avec les mouvements de femmes et les communautés touchées par les activités minières.

Le monde traverse une crise grave et multiforme, une crise qui regroupe des préoccupations relatives à la destruction de l'environnement, au chaos climatique, à la perte de diversité biologique, à la déforestation à grande échelle, aux inégalités sociales, à l'insécurité alimentaire, à l'augmentation des niveaux de pauvreté et à la concentration du pouvoir et des terres aux mains d'un nombre de plus en plus restreint d'individus. Et la liste pourrait être encore plus longue. La consommation industrielle représente l'un des facteurs clés cette crise, elle en est une cause profonde. Il s'agit de causes qui interviennent à l'échelle mondiale et comportent différentes composantes économiques, politiques et sociales qui s'influencent mutuellement.

Il est important de noter que le terme de *consommation industrielle* ne doit pas être compris comme l'acte individuel de consommation, mais plutôt comme une conséquence de la logique systémique d'accumulation toujours croissante de l'économie capitaliste. Cela signifie que chaque entreprise, afin de réaliser plus de bénéfices, doit se développer et, dans de nombreux cas, produire plus et promouvoir des marchés plus vastes et nouveaux pour assurer son expansion ; mais pour produire plus, une entreprise doit aussi consommer plus de ressources (notamment énergie, terres et eau).

Des quantités massives d'énergie, provenant de différentes sources, sont distribuées aux industries pour alimenter leurs chaînes de production. Des milliers d'hectares de terres fertiles sont transformés en cultures de rapport à des fins industrielles. Partout dans le monde, les mines et les plantations industrielles siphonnent et polluent d'énormes quantités de ressources en eau déjà rares. (1) La terre est de plus en plus sous le contrôle d'un petit nombre d'individus. Chaque jour, d'énormes quantités d'herbicides, d'insecticides, de fongicides et d'engrais sont produites et utilisées par les sociétés de plantation d'arbres et d'autres secteurs agro-industriels. Des minéraux et des combustibles fossiles continuent d'être extraits et transportés à travers le monde via de longs couloirs, souvent militarisés, de pipelines, de voies navigables et de routes. Des ports, des aéroports, des autoroutes et des unités de stockage sont constamment construits et agrandis pour faciliter des relations plus rapides et moins chères entre les industries et les marchés. Et ainsi de suite. Cette logique systémique de production et de consommation toujours croissante renforce, en même temps, les modèles d'oppression structurelle, de racisme et de patriarcat.

La consommation industrielle, de manière générale, est maintenant renforcée par des initiatives

officielles et d'entreprises essayant de promouvoir un nouveau label « vert » au service du même modèle économique. Les objectifs fixés par les entreprises et les gouvernements pour réduire la pollution, la déforestation et la perte de biodiversité sont pour la plupart présentés à côté de mesures économiques soutenant la croissance économique, le libre-échange et le capitalisme mondialisé. Et qu'est-ce que cela signifie ? Fondamentalement, plus de consommation et de production industrielles. De même, l'économie dite « verte » ou « bas carbone » est promue aux côtés de politiques fondées sur le marché qui prétendent compenser la pollution et la destruction indissociables de ce modèle économique. En un mot, la soi-disant « transition » vise à maintenir le modèle économique qui est à l'origine de la crise et à lui permettre de se perpétuer sans interruption.

L'exploitation du gaz au Mozambique

La façon dont le gaz est qualifié de « combustible propre » en offre un parfait exemple. Nous avons discuté avec des amis de l'organisation Justiça Ambiental! (JA!), au Mozambique, où plusieurs sociétés ont été impliquées dans l'exploration et l'exploitation du gaz dit « naturel » au Cabo Delgado, la province la plus septentrionale du Mozambique.

Voici ce qu'ils nous ont dit : « Le gaz n'est pas un combustible de transition, et ce n'est certainement pas une énergie propre. Le gaz est encore pire que le charbon à court terme, en raison des rejets de méthane (*le principal composant de ce gaz naturel*) qu'il entraîne dans l'atmosphère. Le méthane, un puissant gaz à effet de serre, piège 86 fois plus de chaleur que le dioxyde de carbone sur une période de 20 ans, ce qui en fait la plus grande menace pour le changement climatique. Le gaz détruit l'environnement et pollue l'air, la mer et la terre, tout comme le pétrole ou le charbon. Si nous voulons vraiment faire face à la crise climatique et assurer un avenir aux jeunes et aux générations futures, nous devons réduire considérablement les émissions et arrêter les projets de gaz, de pétrole et de charbon. »

Les militants de JA! ont expliqué que Cabo Delgado était une destination touristique populaire, en raison de la beauté de son littoral, de ses forêts et de ses habitants. La majorité de la population locale est composée de paysans, de petits agriculteurs et de pêcheurs. Au début de l'année 2000, un immense gisement de gaz a été découvert, l'un des plus grands au monde. Des multinationales comme Anadarko et Exxon Mobil (États-Unis), ENI (Italie), Shell (Pays-Bas), Total (France), China National Petroleum Corporation (Chine), Kogas (Corée du Sud), Galp (Portugal), Mitsui E&P (Japon), et bien d'autres, se sont précipitées pour profiter des opportunités offertes par l'exploitation et l'essor du gaz, et bien sûr pour faire d'énormes profits. Pour JA!, le Mozambique « s'est embarqué dans cette nouvelle utopie des discours sur le développement : une vie meilleure pour les communautés, le gaz comme source d'énergie de transition, et bien d'autres choses ».

« La réalité des impacts de l'exploration gazière est bien connue et documentée, mais le gouvernement mozambicain et de nombreux secteurs de la société civile ont décidé d'ignorer les voix des quelques-uns d'entre nous qui ont eu le courage de s'élever contre cette illusion, soulignant la menace évidente de croire qu'avec nous ce serait différent, que nous ne tomberions pas dans la malédiction des ressources », ont accusé les militants de JA!. « La plupart des gens avaient des attentes très élevées quant à la façon dont l'industrie gazière allait enfin alimenter le développement du Mozambique (semblables aux croyances de l'ère de l'essor du charbon) et offrir la possibilité de rembourser les dettes illégales contractées par notre gouvernement. »

La ruée vers le gaz a donc commencé, pour l'exploration offshore et le projet onshore de gaz naturel liquéfié (GNL). JA! a décrit comment les évaluations d'impact sur l'environnement ont été menées aussi rapidement que possible, les contrats ont été signés en catimini et les plans de réaffectation

ont été mis en œuvre sans véritable consultation et sans tenir compte des besoins et des demandes des populations. Avant même le début de l'exploration et bien avant que les premiers bénéfices projetés ne commencent à être réalisés, des problèmes ont commencé à se poser sur le terrain.

« Les communautés paysannes ont été relogées dans de nouvelles maisons, mais les promesses au niveau des terres n'ont pas été tenues, de sorte que les familles n'ont toujours pas la possibilité de produire leur propre nourriture comme elles l'ont toujours fait. Les pêcheurs ont été déplacés dans des zones très éloignées de la mer, même après avoir demandé à plusieurs reprises à être relogés près de la côte pour leur permettre de continuer à gagner leur vie grâce à la pêche. Comme l'a dit M. Burahani, l'un des pêcheurs : « Je ne sais rien faire d'autre que la pêche ». Cela a donc rendu les communautés dépendantes de l'achat de produits alimentaires, dans une période où le coût des produits de base ne cesse d'augmenter. »

Pour ne rien arranger, au début de 2017, des attaques d'insurgés ont commencé à avoir lieu. « Les véritables motivations qui ont conduit au déclenchement de ce conflit, au cours duquel des crimes horribles sont commis, sont encore inconnues, mais leur lien avec l'exploration gazière est indéniable », ont-ils expliqué. « Les forces gouvernementales et les mercenaires engagés pour contrer l'insurrection ont également été impliqués dans de graves violations des droits humains, et la militarisation et le conflit dans la région, ainsi que les injustices liées aux projets gaziers, ont détruit la vie des gens. Des journalistes, des militants communautaires et des organisations de la société civile travaillant sur le terrain sont attaqués, empêchés de faire leur travail, ou disparaissent tout simplement sans laisser de trace. Cabo Delgado, qui était autrefois une province paisible, est maintenant une province en guerre, avec plus de 3 000 morts et 600 000 déplacés internes, et des centaines de milliers de personnes confrontées à la famine, aux maladies et à la violence.

L'exploitation minière en Afrique

L'économie dite « verte » pousse à l'électrification et à la numérisation de nombreux produits et secteurs, des voitures électriques à l'utilisation de la technologie numérique des « blockchains » pour l'industrie agricole. Tout cela nécessite une grande quantité de ressources minérales, en plus de celles qui sont habituellement nécessaires pour maintenir le niveau de consommation actuel. Nous avons discuté avec nos amies de WoMin pour en savoir plus sur les situations vécues dans différents pays d'Afrique.

Voici ce qu'elles nous ont dit : « Il est essentiel de remettre en question les postulats de l'économie « verte » alors que de nombreux coûts, dont beaucoup s'accompagnent de violences, sont supportés par les communautés des pays du Sud, où se pratique un extractivisme à grande échelle non durable, sans entrave et destructeur. La mise en place de systèmes et de technologies d'énergies renouvelables qui rendraient possible une économie « verte » (panneaux solaires, batteries, etc.) augmentera la demande de minerais et métaux de terres rares – dont beaucoup peuvent être obtenus en grandes quantités dans les pays africains. »

À titre d'exemple, elles ont mentionné le cas de la République démocratique du Congo (RDC), où se trouve environ la moitié des réserves mondiales de cobalt. (2) Les niveaux de pollution et de violence auxquels sont confrontées les communautés des régions concernées par cette extraction sont déjà élevés, le bien-être et la sécurité de millions de personnes et de la planète étant sacrifiés pour les profits de quelques privilégiés. (3) « Il ne peut y avoir une économie « verte » pour quelques privilégiés dans les pays du Nord tandis que les communautés noires et de couleur des pays du Sud, ainsi que leurs terres et territoires, paient un prix si terrible », a déclaré WoMin.

En outre, ils ont également souligné les points suivants : « Dans presque tous les contextes d'extraction de ressources à grande échelle à travers le continent, il existe des niveaux élevés de violence qui ont un impact sur les communautés qui y vivent et les femmes de manière particulière. Les défenseurs de l'environnement et les communautés qui résistent à ces projets miniers sont également confrontés à des niveaux élevés de répression pour avoir pris position. »

Le site Marange, au Zimbabwe, donne un exemple de cette situation. Au cours des 15 dernières années, il a été un champ de bataille pour le contrôle de l'énorme richesse en diamants du territoire. (4) « À l'époque, les communautés traditionnelles résidant dans la zone de Marange ont été envahies par des dizaines de milliers de mineurs artisanaux, marchands et revendeurs, qui ont pris le contrôle de leurs terres, bafoué les pratiques traditionnelles, et ont perpétrés des viols, meurtres et vols à main armée dans leurs propres rangs et à l'encontre des communautés locales », a expliqué WoMin.

En novembre 2008, l'armée nationale du Zimbabwe a été déployée pour chasser les mineurs artisanaux et les revendeurs tandis que l'État prenait le contrôle total de ces champs de diamants lucratifs. Il y a eu un massacre de mineurs artisanaux et de villageois, et des centaines de villageois ont fui leurs maisons traditionnelles. « Plus de 200 mineurs ont été abattus en cinq semaines, et on estime que des centaines de femmes ont été violées, notamment par les soldats et les mineurs artisanaux. Le viol et les violences sexuelles sous de nombreuses formes ont souvent été utilisés comme un moyen de prise de contrôle et de répression sur les femmes et les communautés dans les zones minières », a dénoncé WoMin.

C'est pour faire entendre ces voix qu'a été créée la plateforme Rise Against Repression (5), qui documente la répression et les violences auxquelles les défenseurs de l'environnement et les communautés sont confrontés dans les sites miniers et d'autres sites d'extraction à travers le continent africain, en mettant fortement l'accent sur les femmes.

WoMin a expliqué que de nombreuses communautés dans les zones minières sont également confrontées à la pollution et à la dégradation de leurs terres et territoires, dont elles dépendent pour leur vie et leurs moyens de subsistance. À Bargny, au Sénégal, où les femmes qui travaillent dans les ateliers de transformation du poisson résistent depuis plus d'une décennie à des projets de développement destructeurs (6), la pollution de la centrale au charbon de Sendou a entraîné d'immenses dommages à l'environnement et à la communauté environnante. Soutenu par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque néerlandaise de développement (FMO) et la Compagnie bancaire privée de l'Afrique de l'Ouest (CBAO), le projet Sendou représentait une énorme menace pour la communauté pour laquelle la pêche et la transformation du poisson par les femmes sont d'importantes sources de revenus. En janvier 2019, Sendou I a rejeté des eaux usées dans le site de transformation de poisson des femmes à Khelcom, ce qui a causé des pertes et des dommages importants à leur production de poisson séché. « Étant donné que les femmes font le travail de transformation et de vente du poisson, et qu'elles sont également en charge des activités agricoles, elles ont également été les plus durement touchées », a expliqué WoMin.

Une transition vers quoi ?

Il devient impératif de dénoncer les dangers qui se dissimulent derrière la transition vers une économie « verte » ou « bas carbone ». Les intérêts en jeu sont clairs et la consommation industrielle est appelée à poursuivre son expansion. Comme nous l'ont dit nos amies de WoMin : « Toute initiative en faveur d'une « transition » juste commence par les personnes, à savoir les personnes qui sont le plus directement touchées et qui ont supporté le plus lourd tribut de la crise climatique et du

paradigme économique néolibéral actuel, axé sur l'extraction, sur lequel reposent le « développement » et le « progrès ».

Un tel changement systémique, assurant le respect de l'autonomie des communautés vivant sur leurs terres et dépendant d'elles (pour leurs moyens de subsistance), doit être imaginé en partant de la base. Il doit s'accompagner d'un processus actif d'écoute et de compréhension de l'origine des changements, en imaginant une transition à partir de la base. Comme l'ont clairement affirmé nos amis de JA! : « Les enjeux de la lutte sont des changements radicaux et systémiques dans nos sociétés afin de supprimer le système actuel qui opprime et exploite la nature et les peuples du monde, vers un monde socialement et économiquement juste. Les piliers fondamentaux des changements nécessaires doivent être la justice, l'équité et l'utilisation durable de nos biens communs. »

(1) Bulletin WRM 230, [L'eau et la pâte à papier : La soif du Nord et la résistance du Sud](#)

(2) [Cobalt reserves worldwide as of 2020, by country](#)

(3) Raconteur, 2019, [Cobalt: the dark side of a clean future](#)

(4) Rise Against Repression, [The women of chiadzwa](#)

(5) [Rise Against Repression](#)

(6) Womin, [Women Stand their Ground against BIG Coal](#); [Regardez une courte vidéo sur la lutte de Bargny ici](#).